

L'administration du journal décline toute responsabilité quant à la tenue des annonces.

Tout envoi d'argent et toutes lettres se rapportant à la publicité doivent être adressés à l'administration.

LE BOSPHORE

LAISSEZ DIRE LAISSEZ-VOUS BLAVER, CONDAMNER EN PRISON, LAISSEZ-VOUS PENSE, MAIS PUBLIEZ VOTRE PENSEE

PAUL-Louis COURIER.

2eme année
Numéro 352
MERCREDI
22 Décembre 1920
Le No 100 Paris

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS

Constantinople	Liq. 7	Liq. 4
Province.....	8	4.50
Étranger.....	Frs. 100	Frs. 60

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER ORGANE FRANÇAIS INDÉPENDANT

Directeur: MICHEL PAILLARÈS

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Péra, Rue des Petits-Champs No 5.
TÉLÉGRAMMES: « BOSPHORE » Péra
TÉLÉPHONE PÉRA : 2089

L'Allemagne et la Société des Nations

La question de l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations a été nettement posée à Genève, le 15 décembre dernier, par M. Motta, président de la Confédération Helvétique. Il faut se féliciter de cette intervention, car elle a donné l'occasion à l'un des délégués français, M. Viviani, de faire connaître, en termes vibrants, l'attitude de la France à ce sujet, et elle a permis à l'assemblée de manifester clairement son opinion.

Après s'être félicité de l'accueil unanime fait à l'Autriche par la Société, M. Motta a regretté qu'il y ait, dans la composition actuelle de celle-ci, de graves lacunes, puisque ni la Russie, ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne n'entrent en partie. En ce qui concerne la dernière de ces trois puissances, « elle a — dit M. Motta — demandé son admission dans la Société des Nations à la Conférence de la Paix. La Conférence a refusé. En toute franchise, permettez-moi de dire qu'en Suisse on a pu admire cette attitude, mais qu'on ne l'a pas partagée... Si la Société demeure une société non universelle, elle gardera en elle-même les germes d'une lente et fatale dissolution. »

M. Viviani n'eut pas de peine à réfuter les critiques plus ou moins direcées que contenait les paroles du président de la République Helvétique. Il n'éprouva aucun gêne à se déclarer d'accord avec lui sur les principes généraux, sur le rôle et sur le but de la Ligue, mais il demanda la permission de ne pas tirer des prémisses acceptées par tous une conclusion identique à celle du précédent orateur.

Sans doute, la Société des Nations est appelée un jour à les comprendre toutes. C'est dans son essence, c'est dans l'esprit de ses fondateurs, et ce n'est certes pas la délégation française qui s'élèvera contre cette conception large et féconde de la Ligue. Elle est la première à appeler et à attendre l'Amérique. Elle estime que l'entrée de la Russie dans la Société dépend avant tout de ce pays lui-même. La Russie entrera tout naturellement dans le Pacte le jour où elle aura un gouvernement qui traite la Société des Nations autrement que par le mépris et par l'ironie, le jour où, achevant son évolution, elle en viendra enfin aux sources démocratiques et au régime du suffrage universel.

Reste la question de l'Allemagne. Sur ce terrain non plus, la France n'est pas embarrassée pour répondre, mais elle a le droit de poser le problème comme il doit être posé:

Qu'est-ce que la Société des nations, vis-à-vis de l'Allemagne? Si j'ose employer un terme qui a cours au Palais de justice, je dirai que nous sommes les défenseurs et que c'est à l'Allemagne d'être demander. Ce n'est pas à nous d'appeler, c'est à elle à se mettre en état d'être reçue.

Pour être reçue qu'est-ce qu'il faut qu'elle fasse? L'article 1er nous répond: Il faut qu'une nation qui veut venir s'asseoir ici ait un gouvernement libre et responsable et soit une démocratie, qu'elle soit une organisation générale qui nous permette d'espacer que quand elle vient chercher auprès de nous la force, elle soit capable à notre appel aussi de nous l'accorder; il faut qu'elle donne des garanties effectives de la sincérité de son intention de respecter ses obligations.

L'admission de l'Autriche et de la Bulgarie — admission à laquelle la France fut heureuse de s'associer — s'explique par les mêmes raisons que le refus de donner entrée à l'Allemagne. La question a été nettement posée et le principe c'est clairement défini. Ce débat

deux ans que l'armistice est signé, nous attendons des garanties effectives des sincères intentions de l'Allemagne. Je n'apporte ici aucune parole de haine. Nous avons traversé des moments durs et nos consciences comme nos cours en gardent encore des souvenirs d'horreur. Nous attendons la justice. Ce n'est pas nous qui avons cherché le conflit, nous l'avons subi quand nous étions tout à la paix. Et peut-être le seul reproche que nous méritons, c'est de n'avoir pensé que trop à la paix. Nous sommes allés aux frontières non seulement pour défendre notre territoire, mais aussi, avec nos alliés qui sont là, pour défendre l'indépendance du monde, la dignité des peuples et la liberté des nations. (Applaudissements).

Il y aurait pour l'histoire, pour le monde, une immoralté qui révolterait sa conscience, peut-être davantage que le spectacle de ceux dont le monde a été témoin, ce serait l'admission d'un Etat qui, n'ayant pas rempli ses obligations, n'ayant pas donné en tout cas, pour m'en tenir au pacte des garanties effectives de ses sincères intentions, viendrait ici. Quelle autorité aurions-nous si, plus tard, l'un des membres de la Société s'écartait de la règle commune? Quelle autorité aurions-nous pour l'exclure si nous-mêmes donnions l'exemple de l'injustice et de l'immoralté? Quand les garanties réclamées par le pacte seront données, quand ceux qui ont jeté l'humanité sur ce calvaire et dans cette calamité auront commencé à montrer leur sincère intention par des actes, qui donc se lèvera pour déclarer que la Société des nations ne sera pas universelle? Ce ne sera pas nous.

Et M. Viviani, ramassant toute son argumentation dans une phrase suprême, s'écria, aux applaudissements de toute l'Assemblée: « Nous pouvons dire, sans adresser de reproches à qui que ce soit, que si les nations libres qui se sont levées, vengereuses et émancipatrices, pour répondre au défi qui a été jeté n'avaient pas été victorieuses, vous ne seriez pas à Genève, Messieurs, pour essayer de bâti avec nous l'humanité sur le droit! »

Ce ne sont, certes, pas là des paroles de haine, mais des paroles de justice. Il n'est pas trop facile de prophétiser ce qui serait arrivé si l'Allemagne avait été victorieuse, si l'esprit bismarckien l'avait emporté. La France, qui fut l'un des principaux champions du droit, est fondée à glorifier aujourd'hui l'œuvre de ceux par qui le droit fut victorieux. Et sa voix ne sonne pas faux lorsqu'elle demande que, au nom d'une justice soi-disant impartiale, les représentants de l'univers ne sactionnent pas ce qui serait un déni à la justice, et que les suggestions humanitaires n'aillent pas jusqu'à amnistier sans garanties ceux qui ont violé les lois de l'humanité.

D'ailleurs, le succès triomphal de M. Viviani témoigne que ses paroles interprétaient l'opinion générale de l'Assemblée. C'est ce que souligne Lord Robert Cecil, en se déclarant pleinement d'accord avec M. Viviani: « Bien que je regrette que certains Etats soient en dehors de la Société, il est encore plus essentiel, plus fondamental que nous n'acceptions aucune nation avant qu'elle ait donné des preuves de ses intentions sincères de respecter ses obligations. »

Pour être reçue qu'est-ce qu'il faut qu'elle fasse? L'article 1er nous répond: Il faut qu'une nation qui veut venir s'asseoir ici ait un gouvernement libre et responsable et soit une démocratie, qu'elle soit une organisation générale qui nous permette d'espacer que quand elle vient chercher auprès de nous la force, elle soit capable à notre appel aussi de nous l'accorder; il faut qu'elle donne des garanties effectives de la sincérité de son intention de respecter ses obligations.

Pour les indigents français

On nous prie d'annoncer qu'il sera fait, sous les auspices de Mme de Frérance, une distribution de chaussures aux indigents de la colonie française, le jeudi 23 décembre à 2 heures de l'après-midi, à l'ambassade de France.

L'IMBROGLIO GREC

Les officiers hellènes

à Constantinople

Un télégramme d'Athènes annonce que le gouvernement Rhallis a décidé de considérer comme déserteurs tous les officiers hellènes de la Défense Nationale se trouvant à Constantinople et qu'ils étaient appels à Athènes ne se sont pas présentés aux autorités militaires compétentes à la date fixée.

Défense aux militaires

de se rendre en Grèce

Le ministère de la guerre hellène a interdit d'accorder des permis de se rendre en Grèce aux officiers et aux soldats en congé, même s'ils sont originaires de l'île.

La situation financière de la Grèce

D'après des renseignements authentiques, le dépôt en or de la Grèce s'élève à 1 milliard de drachmes.

Les Dardanelles

L'Orient News apprend que M. Lloyd George a insisté à la Chambre des Communes sur la nécessité de maintenir les Dardanelles sous le contrôle anglo-français.

La protestation du métropolite d'Athènes

La presse avait enregistré en son temps la révocation par le gouvernement Rhallis du métropolite d'Athènes Mgr Mélètes. Celui-ci avait adressé une protestation toutes les églises chrétiennes autochtones démontrant l'ilégalité de la mesure prise par le gouvernement Rhallis.

Hier, le Proodos a publié *in extenso* cette protestation dont la lecture a produit une profonde impression par les arguments irréfutables qu'elle contient et qui démontrent péremptoirement l'arbitraire de la mesure prise par le gouvernement Rhallis-Gounaris.

Le général Paraskevopoulos à Montpellier

Montpellier, 20. T.H.R. — Le général Paraskevopoulos est arrivé ici où il compte se fixer.

LES AFFAIRES RUSSES

Communication du bureau de la presse russe de Constantinople

La rentrée du général Wrangel à Constantinople

Le général Wrangel est rentré hier matin de son voyage à Gallipoli et à Lemnos.

Le voyage du général Wrangel

Comme nous l'avons déjà annoncé, le général Wrangel est parti le 15 courant pour Lemnos et Gallipoli à bord du cuirassé Provence. Le lendemain le général Wrangel est arrivé à Lemnos et le 17 décembre il a passé en revue la 1re et la 2me divisions des cosaques du Kouban ainsi que les sections des troupes du Don se trouvant à Lemnos; il a visité et minutieusement inspecté les hôpitaux et les camps de cette île.

Dans la soirée du même jour le général, accompagné de Mme Wrangel et du général Fostikoff, commandant des troupes du Kouban, a assisté au dîner qui lui fut offert par le général Broussan à l'Union des officiers français.

Le 18 décembre le général est arrivé à Gallipoli où il fut reçu par les gardes d'honneur français et russes ainsi que par une députation de la population turque et grecque de la localité, qui a offert au général un « Dostarkhan » et lui a donné, au nom de la population, sa profonde reconnaissance pour la conduite exemplaire des troupes russes et leur attitude bienveillante envers la population.

Après avoir passé en revue les écoliers militaires, le général Wrangel a promu au grade d'officier les élèves de la classe supérieure.

Le lendemain le général Wrangel et l'amiral Lebon sont descendus à terre et ont visité les camps où sont installés les régiments « Korniloff », « Markoff », « Dresden » et « Blexiell » commandés par le général Aarvitch. Le général Wrangel

a longuement parlé avec les officiers sur la question qui les intéresse au plus haut degré soit sur le sort de l'armée.

Partout les troupes acclamaient chaleureusement le général en chef et exprimaient leur respect inébranlable de se rendre là où il leur commandera. En quittant le camp le général Wrangel a été l'objet d'ovations frénétiques.

Le même soir le général Wrangel est reparti pour Constantinople à bord du cuirassé Lorraine qui l'avait amené de Lemnos.

Allocution du général Wrangel à ses soldats

A Lemnos le général Wrangel a adressé l'allocution suivante aux troupes du Kouban :

« Braves guerriers du Kouban! Pour la première fois je vous vois à l'étranger. Dieu a voulu nous donner ce calvaire et nous nous vîmes obligés de quitter la terre natale. Je vous parle comme votre commandant en chef qui pendant six mois dirigea la lutte commencée par le général Korniloff. Nous ne sommes pas coupables d'avoir été obligés de reculer devant les troupes rouges. Chacun de nous a accompli honnêtement son devoir de soldat mais il nous a été impossible de résister à des forces supérieures étant donné que nous n'avons pas été soutenus par eux pour le bien-être de qui nous luttions. Nous pouvons regarder le monde en haut car nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir. La Russie sera ressuscitée et que nous pourrons la servir nouveau. Je ne puis aucunement vous aider car je ne suis qu'un émigré comme vous. Je puis seulement faire des démarches auprès des autorités françaises, mais vous devez pour cela me donner le droit et la possibilité de faire cela en portant votre drapeau honorablement, comme vous l'avez fait naguère. Accordez-moi la possibilité de parler en votre nom, au nom du soldat russe qui a perdu tout excepté son honneur.

Des discours analogues ont été adressés par le commandant en chef aux autres sections de troupes.

La vie dans les camps

La vie dans les camps commence à prendre un cours normal. A Lemnos les conditions de vie sont bien meilleures qu'à Gallipoli, grâce au concours énergique du général Broussan. Les cosaques du Kouban sont installés dans des tentes par groupe de huit personnes. La nourriture est préparée dans les cuisines ambulantes apportées par les troupes de Crimée. Par leurs propres moyens les troupes ont installé des boulangeries où l'on cuite le pain avec la farine fournie par les Français. Tous les jours les troupes font des exercices militaires.

De plus en plus les campsement sont décidés à entretenir les relations les plus cordiales avec la Yougo-Slavie. L'attitude de la presse serbe fait espérer que les rapports ultérieurs entre les deux pays seront profitables aux intérêts communs.

Déjà les associations commerciales italiennes étudient les moyens les plus appropriés pour activer les échanges entre les deux pays.

(Bosphore)

NOS DÉPÉCHES

Le nouveau régime en Grèce

Rome, 20 déc.

La « Tribune » apprend que le parti royaliste exerce en ce moment une réelle dictature en Grèce.

Les adversaires du régime actuel ont presque tous été éliminés des postes qu'ils occupaient dans l'administration du pays.

(Bosphore)

La démission du cabinet Rhallis

Londres, 20 déc.

L'Agence Reuter annonce le débarquement à Athènes du roi Constantin ainsi que la démission du cabinet Rhallis, sans commentaires.

(Bosphore)

La Grèce isolée

Paris, 20 déc.

Les alliés, d'après le « Temps », se tiennent à l'écart des relations avec Athènes. Le roi Constantin a isolé complètement son pays.

(Bosphore)

La question arménienne

Londres, 20 déc.

La conférence de Genève a été adressée au président Wilson un mémoire sur les délibérations des dernières séances au sujet de la question arménienne.

(Bosphore)

Le typhus en Pologne

Paris, 20 déc. — L'« Excelsior »

annonces que les mesures communales sont actuellement prises par les alliés pour combattre le typhus en Pologne, l'extension de l'épidémie constituant un danger pour l'Europe.

(Bosphore)

Italie et Yougo-Slavie

Rome, 20 déc.

Le « Messaggero », parlant du traité de Rapallo, dit que l'Italie est décidée à entretenir les relations les plus cordiales avec la Yougo-Slavie. L'attitude de la presse serbe fait espérer que les rapports ultérieurs entre les deux pays seront profitables aux intérêts communs.

Déjà les associations commerciales italiennes étudient les moyens les plus appropriés pour activer les échanges entre les deux pays.

(Bosphore)

L'aviation commerciale

Bruxelles, 20 déc.

L'aviation commerciale belge est en train d'être réorganisée sur une très vaste échelle. Au printemps prochain des lignes régulières seront établies avec Paris et Londres. Presque tous les colis postaux seront acheminés à destination par la voie des airs.

(Bosphore)

et l'ordre d'Abernon rendirent compte de leur mission aux délégués alliés. La séance plénière à laquelle participeront les délégués allemands aura lieu mardi.

Allemagne

Le gouvernement allemand et le Reichstag

Berlin, 20. T. H. R. — La menace de crise ministérielle engendrée par le vote de la commission des impôts est de nouveau écartée. Le parti populaire allemand s'est déclaré satisfait d'apprendre que le gouvernement percevrait avec ménagements l'impôt extraordinaire sur les patrimoines «Reichsnofopfer».

La session du Reichstag reprendra le 19 Janvier.

A Hambourg

Paris, 19. T. H. R. — Dans un discours prononcé par le ministre de l'économie publique, l'orateur déclara qu'une de ses principales préoccupations était de faire revivre la marine commerciale allemande. Un député populaire déclara que l'avenir financier de l'Allemagne, le sort même de l'Empire allemand dépendait des négociations de Bruxelles, puis il ajouta que l'Allemagne ne pourra jamais faire exécuter les réparations si elle ne se relève pas économiquement et un des moyens pratiques pour son relèvement est la reprise des relations commerciales.

Espagne

Les élections législatives espagnoles

Madrid, 20. T. H. R. — Les élections législatives ont eu lieu dimanche à Madrid. Les monarchistes triomphent avec une grande majorité. Les socialistes ont obtenu deux sièges sur six et les partis républicains et républicains-fédéralistes n'ont obtenu aucun siège.

Hongrie

Le nouveau ministère magyar

Budapest, 20. T. H. R. — On croit savoir que le portefeuille des affaires étrangères, tenu provisoirement par le président du conseil, le comte Télyé, sera probablement confié à M. Gratz, actuellement représentant de la Hongrie à Vienne.

Brésil

Le nouveau Nonce au Brésil

Rome, 20. T. H. R. — On annonce le départ de Mgr Enrico Gaspari, auteur du cardinal secrétaire d'Etat, qui s'embarquera à Bordeaux, à destination du Brésil où il vient d'être nommé nonce.

Turkestan

Londres, 20. T. H. R. — On signale qu'une vive agitation anti-Rouge se développe au Turkestan. La garnison de Kiekt se serait révoltée. A Boukhara, l'attitude révoltante des rouges suscite la même hostilité. A Kaboul, des proclamations furent lues contre les rouges.

L'état normal en Italie

Rome, 19. A. T. I. — Toutes les restrictions qui encore étaient en vigueur, malgré la cessation de l'état de guerre, ont été rapportées.

C'est donc le complet rétablissement de l'état normal.

La question irlandaise

Londres, 19. A. T. I. — L'officieux Daily Chronicle annonce que les échanges de vues pour la solution de la crise irlandaise prennent une tournure nettement favorable.

Il ne serait pas étonnant de constater une réelle détente vers la paix.

Les mineurs de la Ruhr

Berlin, 19. A. T. I. — Le gouvernement annonce une nouvelle augmentation des salaires en faveur des mineurs de la Ruhr.

Conférence alliée

Rome, 20. A. T. I. — Les journaux confirment que M. Giolitti, président du conseil, quittera Rome le 28 courant pour aller conférer avec M. Lloyd George et Georges Leygues.

Les pourparlers auraient lieu à Nice et à Londres.

France et Vatican

Rome, 20. A. T. I. — On télégraphie de Paris : La commission sénatoriale des affaires étrangères a reçu une lettre de M. Leygues dans laquelle le président du conseil avise la commission que demain il se présentera devant elle pour discuter le projet relatif au rétablissement d'une ambassade auprès du Vatican.

Le due d'Aoste

Rome, 20. A. T. I. — Dans l'après-midi de demain arrivera le due d'Aoste. Une chaleureuse réception lui est préparée. Le due d'Aoste se rendra à l'hôtel municipal où aura lieu une cérémonie en son honneur.

Naples, 20. A. T. I. — Le due d'Aoste est arrivé aujourd'hui. Il a été reçu à la station par les autorités civiles et militaires. Le due est entré en automobile au milieu des vifs applaudissements de la population.

A la municipalité, une statue de la Victoire en bronze, a été offerte par la part des habitants de Naples, au due d'Aoste.

Les impôts en Allemagne

Berlin, 20. A. T. I. — La commission spéciale chargée des écrans fiscaux a discuté le projet de loi relatif à l'impôt extraordinaire sur le capital.

Fortes secousses sismiques

New-York, 20, A. T. I. — Les sismographes signalent de très violents tremblements de terre. Des secousses d'une aussi grande violence n'ont pas été enregistrées depuis deux ans.

L'aviation allemande

Berlin, 20. A. T. I. — Le gouvernement allemand a adressé à la conférence des ambassadeurs une note contenant la décision suivant laquelle la fabrication et l'importation de matériel d'aviation seraient interdites même après le délai prévu par le traité de paix.

EN ARMÉNIE

A Batoum

Le Djagadamar apprend qu'une revue a été effectuée il y a quelques jours à Batoum. Les troupes rouges géorgiennes y ont pris part. Au cours de la revue une panique se produisit à la suite de laquelle plusieurs personnes riches de la ville prirent la fuite.

Les dispositions sont très instables tant à Batoum qu'en général dans toute la Géorgie.

Le peuple attend l'arrivée des bolcheviks. Les troupes de la garde rouge ont proclamé qu'elles ne vont pas combattre contre les Russes.

La vie renchérit de plus en plus. Le prix du pain a vingtuplé ces derniers jours.

Tehtchérine et l'Arménie

On manque de Moscou à Krasine à Londres que les paysans arméniens n'espèrent plus l'assistance des Alliés se sont voulés et ont proclamé le régime soviétique. Gassian se trouve à la tête du nouveau gouvernement. La Russie continue ses efforts en vue de la conclusion de la paix.

Envoi de farine

On manque de Bakou au Djagadamar que la 11me armée a assuré l'envoi en Arménie d'un convoi de 40 wagons de farine.

Les atrocités kényalistes

On manque d'Akhil-Kafat à l'Ashkhdar où qu'avant l'arrivée des Turcs dans la région d'Akhil-Kalat-Alexandropol des agents kényalistes y avaient apparu et se livraient à des préparatifs secrets pour l'armée turque. Puis vinrent les Turcs et occupèrent la région d'Ardahan. Ils cernèrent les villages arméniens et s'emparèrent des céréales des paysans. Après le pillage organisé, ils commencèrent à enregistrer les familles arméniennes.

La genèse de la soviétisation de l'Arménie

Paris, 20. T. H. R. — On ne possède pas encore le chiffre global des souscriptions coloniales, mais les premiers renseignements qu'on a reçus permettent d'affirmer que cet appel a été entendu. Voici les

réultats connus jusqu'ici : Guadeloupe 3.683.900 francs, Madagascar 20.000.000, Martinique 11.707.000, Réunion 11.083.832, Dakar et Rufisque 2.624.450, St-Pierre et Miquelon 1.308.500, Cameroun 350.000 francs, Indes 111.885.

Les résultats connus jusqu'ici : Guadeloupe 3.683.900 francs, Madagascar 20.000.000, Martinique 11.707.000, Réunion 11.083.832, Dakar et Rufisque 2.624.450, St-Pierre et Miquelon 1.308.500, Cameroun 350.000 francs, Indes 111.885.

Le résultat final qui guidait ces négociations était que l'Arménie acceptait l'intervention de la Russie soviétique dans la question de la paix à concilier avec les Turcs et que la Russie, de son côté, garantissait, sans intervenir dans les affaires intérieures de la République arménienne, 10 son indépendance, 20 l'annexion à l'Arménie de toute la province d'Ervan, 30 du Zanguézour, de Ghazakh, 40 de la région de Tiflis appartenant à l'Arménie, 50 le chemin de fer de Kars avec une zone de 75 versées vers l'ouest, 60 la Russie s'engageait en outre à restituer par la force des armes à l'Arménie les régions précipitamment occupées et 70 à annexer à l'avenir dans leurs rapports avec les parties contractantes.

Ils ont résolu de ne pas accepter la formalité du serment de fidélité à la couronne prévue dans la constitution.

D'autre part, les Slovènes ont tenu une conférence à Sublan et ont vivement critiqué la conduite

de leur représentant à Belgrade, M. Korochetz, qui n'a pu défendre efficacement le point de vue slovène dans la rédaction du projet de la nouvelle constitution yougoslave.

Il a été décidé de faire une opposition ouverte à certains articles du projet qui ne donnent pas de pleine satisfaction aux aspirations slovènes.

M. Raditch, chef du parti croate, a déclaré catégoriquement que lui et ses partisans ne se rendront pas à Belgrade s'ils étaient astreints à la prestation du serment.

À Zagreb les autorités serbes ont arrêté dix personnes impliquées dans un complot contre le statu quo serbe.

La question arménienne

Genève, 20. A. T. I. — L'assemblée de la Société des Nations a continué dans la matinée d'hier la discussion sur la relation relative aux mandats.

Elle a longuement étudié la question arménienne et a approuvé l'assignation de 27 millions de dollars à ce pays.

L'Assemblée a approuvé enfin le point de vue de M. Viviani, laissant à la Société des Nations la responsabilité sur la question arménienne.

ECHOS ET NOUVELLES

La situation financière

Les ministres des finances, de la justice, des affaires étrangères et le président du conseil ont délibéré au sujet de la situation financière de l'Etat. Certaines décisions ont été prises.

Le prix du pain

Par suite de la hausse du prix de la farine due aux fluctuations du change, le pain sera vendu, la première qualité à 23 piastres le kilo, la deuxième à 19 et la troisième à 16 piastres.

Les baraquas municipales

La concession des baraquas municipales venant bientôt à expiration, les concessionnaires en ont demandé la prolongation à la préfecture de la ville. Celle-ci a élaboré une nouvelle convention et la soumise aux fins d'examen, aux concessionnaires lesquels sont présents les objets au sujet de certaines clauses qu'ils trouvent inacceptables.

Le projet sera examiné d'une nouvelle étude.

Constantinople-Berlin

Le Kritis annonce que le congrès international des chemins de fer a décidé l'établissement, à partir du mois de mars prochain, d'un service express entre Constantinople et Berlin. Il y aura deux trains par semaine.

La terre dans la région de Yalova

Le correspondant particulier du Djagadamar à Yalova annonce que les paysans de Kartz et de Chakchak, territoires, sont arrivés à Yalova. Ils ont échappé avec grande difficulté au siège établi par les forces nationales.

Kildi, cependant, oppose un vive résistance.

Le 16 décembre des bandits turcs ont attaqué la région de Baghlar-Bachi et bâti six soldats grecs.

Un nouveau Cabinet arménien

Le Djagadamar apprend que la frontière orientale du Jourdain soit modifiée de façon à céder à la Palestine la possession territoriale du Yarmuk.

Cependant, des arrangements seront pris suivant lesquels la Palestine bénéficiera de l'usage de certains cours d'eau, en dehors de son territoire, pour l'irrigation. Les Français n'ont pas accepté que la frontière orientale du Jourdain soit modifiée de façon à céder à la Palestine la possession territoriale du Yarmuk jusqu'à Mezereh. Ils ont toutefois consenti à des rectifications de la frontière située entre les deux points. Ainsi les colonies juives de la Galilée seront comprises dans la zone de la Palestine à qui bénéficiera de l'usage de la rive droite du Jourdain supérieur et du Yarmuk (mais pas de la Litanie).

Ces arrangements seront élaborés par une commission mixte dans laquelle la Palestine sera représentée par des ingénieurs qui ont étudié les besoins du pays en eaux Janlan et le Hauran resteront en dehors des limites de la Palestine.

Le forme du mandat britannique en Palestine a été aussi réglée et soumise à Genève. La France et l'Italie seront consultées à ce sujet, mais apparemment pas les Etats-Unis.

Une clause spéciale de la convention reconnaît l'organisation comme une institution propre à être consultée par le gouvernement de la Palestine, tout particulièrement en ce qui concerne des questions économiques et de travail.

Un puissant consortium

On manque de New-York au Daily Herald que des directeurs de banques, de grands fermiers et des chefs industriels ont tenu une réunion à Chicago et décidé de constituer une Association commerciale d'exportation au capital de 100.000.000 de dollars. M. Hoover, l'ancien administrateur du service de ravitaillement de l'Europe, est membre du Comité d'organisation.

Le Quirinal

On manque de Milan au Chicago Tribune qu'un envoyé spécial de l'Amministrazione a été reçu en audience par le roi d'Italie auquel il a remis une lettre du sol.

Les employés des tramways

Les délégués de la Société des Tramways et ceux des employés de cette société se sont réunis hier au ministère des travaux publics, au bureau de Moustafa Bey, directeur des chemins de fer. Les employés se sont prolongés jusqu'à une heure avancée, mais n'ont abouti à aucun résultat.

Le consulat de Perse

Mehmet-üs-Saltana Mirza Ali Ekber Khan est nommé consul-général de Perse à Constantinople.

La Société des Demoiselles Israélites

Les salons du Pérou Palace seront, le 2 janvier, l'avenue où s'épateront dans la joie de leur âge les enfants pour les

quals la Société des Demoiselles Israélites de Pérou organise un bal costumé. Les parents, eux aussi, y auront leur part de plaisir, cela va sans dire. Cette fête attire sans doute un nombreux public, vu le caractère philanthropique de l'œuvre des braves jeunes filles juives qui l'organisent.

La journée russe

Le comité central de la Société des Croix Rouge russe, de l'Union des Zemtsov russes et de l'Union des villes russes réunies organise dans notre et ses environs une grande quête au profit des réfugiés russes, dont le sort inspire tant de compassion.

Les jours fixés sont le 26 et 27 décembre.

Pendant ces deux jours, les quêteurs, offriront au public des jetons au drapé national russe dans les rues, restaurants, brasseries, cinémas, etc.

Les concerts improvisés avec le concours de célébres artistes russes seront donnés dans les restaurants les mêmes jours.

Une souscription dans le même but sera ouverte sur des listes envoyées par le susdit comité et revêtues de la signature du président.

Le produit des dons sera publié dans tous les journaux et envoyé aux intéressés.

La Bourse

Cours des fonds et valeurs
21 décembre 1920
Renseignements fournis
par Nicolas A. Aliprantis
Galata, Haydar-Han No. 37
Ouvertes cotées à 5 h. du soir au Haydar Han.

OBBLIGATIONS

Emprunt Intérieur Ott. Ltg.	10
Turc Unité 4 ott.	75
Lots Turcs.	10.95
Egypt. 1896 3.000 Frs.	1400
1906 3.000	1000
1911 3.000	900
Grecs 1890 3.000	1050
1904 2.12	13
1912 2.12	12
Anatolie 12	12.25
II 4.12	12.25
III 4	12
Quais de Conquête 4.000	21
Port Said-Pacha 5.000	14
Quais de Smyrne 4.000	14
Eaux de Dercos 4.000	14
de Scutari 5.000	14
Tunis 5.000	4.85
Tramways 4.75	1.75
Electricité	1.75

ACTION

Anatolie Ch. de fer Ott. Ltg.	15.25
Banque Imp. Ottomane	28
Assurances Ottomane	31
Brasseries réunies	22
jouissances	19
Ciments Arsal	18
Eski-Hissar	12
Minoterie l'Union	14
Droguerie Centrale	15
Eaux de Scutari	16
Dercos (Eaux de)	16
Bilia-Karadzil	8
rassandra priv	7
crd.	7
Tramways de Conques	31.50
Jonissances	14
Telephones de Conques	14
Commerce	14
Lauvins grec	14
Transvaal	14
Charterd	14
Régie des Tabacs	34
Société d'Hercalé	65
Steria	1.25
Urga Ciné-Théâtre	1.25

CHANGE

Londres	600
Paris	10
Athènes	17
Rome	40
New-York	58
Suisse	3
Berlin	44
Hollande	1
Vienne	92
Prague	220
Leis	62
38.50	50

MONNAIES (Papier)

MONNAIES (Or)

Livre turque

Bulletin financier publié par les agences Havas-Reuter.

Bourse de Londres

Clôture du 20 déc.

Ch. s. Paris 59.80

s. Vienne incréé

s. Berlin 257.50

s. New-York 8.49.875

s. Athènes 114

s. Bucarest 168

s. Rome 312.50

s. Genève 103.25

s. Kerenky 22.95

Prix argent 40. —

Paris 20 déc.

Ch. s. Londres 59.75

s. Berlin 23. —

s. Vienne 4

s. New-York 17.15

s. Bucarest 18.25

s. Athènes 128

s. Rome 58. —

s. Genève 260. —

s. Bruxelles 105.50

L'Informer

Dernières nouvelles

Le cabinet Zaimis

Athènes jette du lest. Tant

meilleur. La démission du cabi-

net Rhallys est déjà un pre-

mier pas vers une solution ra-

tionnelle de la question grec-

que qui se précisera proba-

blement dans quelques jours.

M. Zaimis, l'homme des pé-

riodes transitoires, serait au

pouvoir. Restant toujours au-

dessus des partis, le nouveau

président du conseil hellène a eu

le don, à travers toute sa car-

rière, de ne susciter aucune

animosité, non seulement dans

le pays, mais aussi à l'étran-

ger. Il fut à plusieurs reprises

« l'homme » même des Alliés,

et c'est lui qui fut chargé, en

1917, se trouvant alors à la

tête du gouvernement, de trans-

mettre au roi Constantin la

note de M. Jonnart, l'obligeant

à quitter la Grèce.

Que va faire maintenant M.

Zaimis ? Très probablement, à

l'instigation du roi, il va es-

sayer de former un cabinet de

concentration nationale, fai-

sant aussi appel aux venizelis-

tes dont il voudra avoir quelques représentants dans son cabinet. Le roi Constantin a l'intérêt en ce moment à donner à l'Europe le spectacle d'une Grèce unie, et il s'empressera de déclarer, comme il l'a déjà fait dans son message au peuple grec, que, souverain constitutionnel, il n'a pas à intervenir dans le programme politique du gouvernement grec, issu de la volonté nationale. Les assurances que ce dernier sera amené à donner aux Alliés sont donc de tous points valables, et il faut les accepter, surtout dans la bouche de M. Zaimis.

A cette politique très compréhensible d'Athènes, deux facteurs étrangers sont intéressés.

D'abord, que fera le parti venizéliste, ou plutôt M. Venizelos lui-même qui aura à donner, de Nice, les directives à son parti. Il est une chose que l'on ne doit jamais oublier : le patriotisme ardent de l'illustre Crétois. M. Venizelos aime passionnément la Grèce. On peut dire que c'est là sa seule et unique passion. Dans ce cœur que n'ont corrompu ni l'amour de l'argent ni celui de la femme, la patrie est le seul mobile qui agit et dont la force augmente en raison même de sa pureté. M. Venizelos sacrifiera sa personne pour sauver la Grèce. Déjà, il a conseillé le calme à ses partisans, demandé à leur permettre de faire partie du gouvernement.

Homme de génie qui a fait une œuvre magnifique, il entend la parachever au milieu des contrariétés qui l'assaillement. Homme de souplesse, dépassant de toute la hauteur de sa puissante intelligence les idées d'obstination du roi Constantin, il saura faire tourner au pays dangereux de l'heure actuelle. Il sera grand dans l'opposition, plus grand encore que lorsqu'il était au pouvoir.

Ensuite, que feront les Alliés ? C'est le secret de demain, mais on ne peut méconnaître que M. Venizelos reste toujours le grand ami auquel on fait confiance et qui peut toujours se faire entendre et aussi obéir.

L'Informer

la crise financière

La hausse brusque du change sur Londres de Pts. 410 à 610 avec des fluctuations de 50 à 80 Pts. par jour, a produit depuis quelques jours une grande perturbation sur notre marché.

Cette hausse ne paraît point justifiée, car si l'on prend en considération que le total du papier-monnaie ottoman ne se chiffre pas à plus de 150 millions de Lts., somme qui peut-être couverte deux et même trois fois par la valeur des vacufs.

D'autre part, il faut prendre en considération que le contrôle sévère interdit à l'interdit l'émission d'une autre somme de papier-monnaie et que pour la moins dépensé il exige toujours une autorisation préalable.

Il ne faut pas aussi perdre de vue qu'il y a une grande quantité d'or, que la liberté du commerce existe, qu'il y a des richesses non-exploitées encore en Asie-Mineure, ce qui prouve qu'il n'y a aucune raison sérieuse qui justifie cette baisse brusque du papier-monnaie turc.

Il y a certainement des raisons sérieuses qui justifient la demande des principaux changes étrangers et telles sont la manque d'importation de toutes sortes de marchandises contre une exportation parallèle, la situation anormale en Anatolie qui provoque la rupture des communications et les difficultés insurmontables du commerce d'exportation des produits indigènes.

A cela, il faut ajouter l'affluence des papier-monnaie roumains, bulgares, allemands autrichiens et russes achetés ou échangés par les commerçants du Turquie contre l'exportation des marchandises d'une valeur égale ou du change étranger, papier-monnaie ayant déjà perdu la plus grande partie de leur valeur et détenu autrement par les commerçants comme quantité négligeable.

Mais devant la différence qui provient du manque d'exportation, nous ne devons pas oublier que le patriarcat a conservé intact son indépendance. Ils montrent leur rage de ce que le Centre national, toujours alliés à l'entretien de leurs armées, sommes encasées par les grandes administrations financières de notre ville en sterlings, francs, lirettes, drachmes, dollars et dont le total se monte mensuellement à plus d'un million de Livres Sterling, somme qui n'est pas à dédaigner pour couvrir la balance entre l'importation et l'exportation. Et si l'est vrai que l'exportation est limitée, il n'en est pas moins vrai aussi que l'importation n'est pas aussi abondante qu'aujourd'hui tant par suite de la crise économique mondiale que par suite des stocks énormes déposés sur notre marché et qui servent, la plupart du temps, pour une sorte de (reserve) dépôt, pour les obligations à l'extérieur de notre marché, étant donné que tot ou tard ces stocks seront offerts à des marchés étrangers contre l'encaissement du change étranger.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétablir notre indépendance étagée et nos limites territoriales. Nous allons mettre en action tous les facteurs étrangers dans le pays.

Il existe un traité qui doit rétabl

